

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Avis1

SELAS ETUDE JP

Référence : 2024039817

No Greffe: P202402686

Jugement du : 10/09/2024

OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE SAUVEGARDE sur DEMANDE DE SAUVEGARDE
avec période d'observation de 6 mois, soit jusqu'au 10 mars 2025

à l'égard de :

SAS CONSCIOUS LABS

117 rue Saint-Dominique 75007 Paris

Activité : Activités de recherche, développement en sciences humaines et sociales,
commercialisation des produits et services issus des activités citées ci-dessus.

N° du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris : 812 702 744

Nomme

Juge commissaire : Mme Christine Mariette

Nomme

Mandataire judiciaire : SELAS ETUDE JP en la personne de Me Jérôme Pierrel,
98 boulevard de Sébastopol 75003 Paris

Nomme

Administrateur : SELARL THEVENOT PARTNERS en la personne de Me Aurélia Perdereau 42 rue de
Lisbonne 75008 Paris,
avec pour mission de surveiller

*Les créanciers sont invités à produire leur titre de créances entre les mains du mandataire
judiciaire dans un délai de deux mois à compter de la publication au BODACC du présent jugement.*

Le greffier,

MENTION A NE PAS PUBLIER

Nomme commissaire de justice: Me François-
Léopold Touati

7 allée Fontaine 93340 Le Raincy

Aux fins de réaliser l'inventaire et la prise
prévue à l'article L.622-6 du code de commerce.

Fixe le délai de dépôt de l'inventaire à 3
semaines à compter du présent jugement





ETAT RELATIF AUX INSCRIPTIONS DES PRIVILÈGES ET PUBLICATIONS

Privilèges requis : Nantissements de parts de société civile
Protêts
Prêts et délais
Warrants (trois catégories)
Gages sans dépossession
Gages des stocks
Nantissements de l'outillage matériel et équipement
Nantissements conventionnels de parts sociales (SC, SARL, SNC)
Privilèges de vendeur et action résolutoire
Nantissements du fonds de commerce
Nantissements du fonds artisanal
Nantissements judiciaires
Déclarations de créances
Hypothèque maritime
Actes de saisie sur les navires
Acte ou jugement translatif, constitutif ou déclaratif de propriété ou de droits réels portant sur un bateau
Hypothèque fluviale
Actes de saisie de bateaux
Biens inaliénables
Publicités de contrats de location
Publicités de clauses de réserve de propriété
Privilèges du Trésor
Privilèges de Sécurité Sociale - Régime complémentaire
Warrants agricoles
Opération de crédit-bail en matière mobilière
Saisie pénale de fonds de commerce
Logement indigne

Sur : **CONSCIOUS LABS SAS** Société par actions simplifiée
RCS 812 702 744
Adresse : 117 rue Saint-Dominique 75007 Paris

Débiteur N° : 20230013222

Nantissements de parts de société civile (*) () à jour au 10/09/2024**

NEANT

Protêts à jour au 10/09/2024

NEANT

Prêts et délais à jour au 10/09/2024

NEANT

Warrants (trois catégories) à jour au 10/09/2024

NEANT

Gages sans dépossession à jour au 10/09/2024

NEANT



Sous réserve d'inscriptions pouvant exister à une autre adresse dans Paris ou dans le ressort d'un autre Greffe.

Gages des stocks (*) à jour au 10/09/2024

NEANT

Sous réserve d'inscriptions pouvant exister à une autre adresse dans Paris ou dans le ressort d'un autre Greffe.

Nantissements de l'outillage matériel et équipement (*) à jour au 10/09/2024

NEANT

Nantissements conventionnels de parts sociales (SC, SARL, SNC) (*) () à jour au 10/09/2024**

NEANT

Privilèges de vendeur et action résolutoire à jour au 10/09/2024

NEANT

Nantissements du fonds de commerce à jour au 10/09/2024

NEANT

Nantissements du fonds artisanal à jour au 10/09/2024

NEANT

Nantissements judiciaires à jour au 10/09/2024

NEANT

Déclarations de créances à jour au 10/09/2024

NEANT

Hypothèque maritime à jour au 10/09/2024

NEANT

Actes de saisie sur les navires à jour au 10/09/2024

NEANT

Acte ou jugement translatif, constitutif ou déclaratif de propriété ou de droits réels portant sur un bateau à jour au 10/09/2024

NEANT

Hypothèque fluviale à jour au 10/09/2024

NEANT

Actes de saisie de bateaux à jour au 10/09/2024

NEANT

Biens inaliénables à jour au 10/09/2024

NEANT



Publicités de contrats de location à jour au 10/09/2024

1 INSCRIPTION

Date	N°	N° National	Montant	Créanciers - Bien concerné - Mentions
08/02/2024	2630	75012024CL002630	19 577,00 EUR	Créancier : LIXXBAIL, CS30002 12 PI des Etats-Unis 92548 MONTROUGE CEDEX Objet : ENSEMBLE DE MATERIELS INFORMAT . 2024 LIEULIVR: PARIS 7 TXNOMI.: 6.138475

Publicités de clauses de réserve de propriété à jour au 10/09/2024

NEANT

Privilèges du Trésor à jour au 10/09/2024

NEANT

Privilèges de Sécurité Sociale - Régime complémentaire à jour au 10/09/2024

NEANT

Warrants agricoles (*) à jour au 10/09/2024**

NEANT

Opération de crédit-bail en matière mobilière à jour au 10/09/2024

NEANT

Saisie pénale de fonds de commerce (**) à jour au 10/09/2024**

NEANT

Logement indigne à jour au 10/09/2024

NEANT

* **NB** : Depuis le 1er janvier 2022, le nantissement conventionnel de parts sociales de société civile est inscrit sur le registre des gages sans dépossession. C'est également le cas de l'ex-nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement et du gage des stocks, lesquels font désormais l'objet d'un gage sans dépossession de droit commun. Pour la période antérieure et les inscriptions de nantissements judiciaires, nous vous invitons à vérifier l'existence d'éventuelle(s) autre(s) inscription(s) en sollicitant du greffier la délivrance d'un état d'inscription(s) prise(s) sur le fichier des nantissements de parts de sociétés civiles (article 57 abrogé du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978), sur le registre public tenu au greffe du tribunal dans le ressort duquel le fonds est exploité (article L.525-3 abrogé du code de commerce renvoyant à l'article L.142-3 code de commerce) ou sur le registre public tenu au greffe du tribunal dans le ressort duquel le débiteur a son siège ou son domicile (article L.527-4 abrogé du code de commerce).

** **NB** : L'information d'un nantissement judiciaire de parts de société civile publié après le 1er janvier 2022 nécessite la consultation des actes déposés en annexe du RCS du siège de la société dont les parts sont nanties.

*** **NB** : Le présent état ne révèle que les inscriptions des warrants agricoles prises à compter du 01/01/2023 et les publicités prises antérieurement au 01/01/2023 demeurent inscrites dans les registres tenus par les tribunaux judiciaires compétents pour les recevoir jusqu'au 31/12/2022.

**** **NB** : L'information d'une saisie pénale publiée avant le 1er janvier 2023 nécessite l'interrogation du registre des sûretés mobilières, 4°.

Délivré à Paris, le 12 septembre 2024

Le Greffier,





LEGALE